



## **Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/48/819/Add.3  
12 avril 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-huitième session  
Point 136 de l'ordre du jour

### FINANCEMENT DE LA FORCE DE PROTECTION DES NATIONS UNIES

#### Rapport de la Cinquième Commission (Quatrième partie)

Rapporteur : M. Mahbub KABIR (Bangladesh)

#### I. INTRODUCTION

1. Les recommandations antérieures que la Cinquième Commission a présentées à l'Assemblée générale au titre du point 136 figurent dans les rapports de la Commission A/48/819 et Add.1 et 2.

2. À sa 61e séance, le 8 avril 1994, la Cinquième Commission a examiné le point intitulé "Financement de la Force de protection des Nations Unies". Les déclarations et observations qui ont été faites au cours du débat sont consignées dans le compte-rendu analytique pertinent (A/C.5/48/SR.61).

#### II. EXAMEN D'UN PROJET DE DÉCISION PRÉSENTÉ ORALEMENT PAR LE PRÉSIDENT

3. À sa 61e séance, le 8 avril 1994, la Commission a exprimé son regret de n'avoir pu examiner la question comme il convenait, en raison de la publication tardive des documents. Néanmoins, étant donné l'urgence de la question, elle est convenue de prendre une décision.

4. À la même séance, le Président de la Commission a présenté oralement un projet de décision intitulé "Financement de la Force de protection des Nations Unies", consistant à recommander à l'Assemblée générale d'autoriser le Secrétaire général à engager mensuellement des dépenses supplémentaires à concurrence d'un montant brut de 15,9 millions de dollars (soit un montant net de 15,8 millions de dollars) pour assurer le fonctionnement de la Force du 1er avril au 31 juillet 1994.

5. À la même séance également, la Commission a adopté, sans le mettre aux voix, le projet de décision présenté oralement par le Président (voir par. 6).

III. RECOMMANDATION DE LA CINQUIÈME COMMISSION

6. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision ci-après :

Financement de la Force de protection des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Décide d'autoriser le Secrétaire général à engager mensuellement des dépenses supplémentaires à concurrence d'un montant brut de 15,9 millions de dollars (soit un montant net de 15,8 millions de dollars) pour assurer le fonctionnement de la Force du 1er avril au 31 juillet 1994.

-----